

MISSILES, LANCE-ROQUETTES, EXPLOSIFS

L'assaut qui a permis d'éviter le pire

L'assaut mené par les unités d'élite de l'Armée populaire nationale à Tigantourine a permis de sauver la vie de centaines de personnes. Surarmés, les terroristes étaient décidés à commettre un carnage si les autorités algériennes ne leur avaient pas permis de quitter le territoire avec des otages étrangers. L'opération de nettoyage du site se poursuivait encore hier soir.

Tarek Hafid - Alger (Le Soir) - Opération salvatrice. En intervenant, dès jeudi, dans le complexe gazier de Tigantourine, les unités d'élite de l'ANP (Groupe d'intervention spéciale, Détachement d'intervention spéciale et Paracommandos) ont permis de sauver d'une mort certaine plusieurs centaines de personnes détenues par un groupe terroriste affilié à Al-Qaïda.

Un groupe «très lourdement armé, y compris de missiles, de lance-roquettes et autres armes de guerre», a rapporté une source sécuritaire citée par l'agence APS. Jusqu'à hier, une centaine de ressortissants étrangers et 573 Algériens ont réussi à être libérés. Le dernier bilan, bien que provisoire, fait état du décès de 12 personnes «des Algériens et étrangers», ainsi que de l'élimination de 18 terroristes. Il est certain que nous sommes très loin du scénario

catastrophe annoncé par des personnalités politiques occidentales et relayé durant plus de 48 heures par de nombreux médias étrangers. «Dramatique», «sanglant», «catastrophique», «brutal»... l'action des forces de sécurité algériennes a été vivement critiquée dès le début de son lancement. Pourtant, tous les commentateurs —spécialisés ou improvisés— se sont basés sur des informations provenant «d'agences de presse» mauritaniennes. Ces sites internet sont en fait les relais médiatiques des groupes terroristes qui activent dans la région du Sahel.

Jeudi, en début d'après-midi, soit quelques heures après l'assaut des unités d'élite, un de ces sites met en ligne une dépêche dans laquelle il est fait état d'un bombardement aérien contre le site industriel. Une information qui donne lieu immédiatement à une levée de boucliers contre l'Algérie



Le GIS a permis de sauver d'une mort certaine plusieurs personnes.

qui se trouve accusée de tirer à l'arme lourde, sans faire de distinction entre les otages et les terroristes.

Il est cependant important de revenir à la journée de jeudi pour

tenter de comprendre ce qui s'est produit. Le groupe terroriste a tenté, durant toute la matinée, de quitter le site à bord de véhicules tout-terrains. Objectif : sortir du territoire algérien avec un maxi-

mum d'otages étrangers. Une option rejetée par le gouvernement algérien, mais aussi par l'ensemble des pays ayant des ressortissants sur place. Incapables de sortir, les terroristes auraient menacé de faire sauter le site industriel. C'est à ce moment précis que l'armée décide d'intervenir.

Les fameux «bombardements aériens» dont faisaient état les sites mauritaniens étaient en fait les «tirs de saturation» d'hélicoptères anti-char Mi 24. «Les tirs de saturation ont plusieurs objectifs : ils obligent les terroristes à se terrer et ont un effet psychologique important du fait de la puissance de feu. Ils permettent aussi aux éclaireurs d'avancer et de se positionner à l'intérieur du site», explique un ancien membre des forces spéciales algériennes. L'opération s'est ensuite déroulée dans plusieurs points du complexe : l'unité de traitement de gaz et les bases de vie. Hier soir, les militaires algériens poursuivaient encore les actions de sauvetage et de nettoyage. Elles ne prendront fin que lorsque l'ensemble de Tigantourine sera totalement sécurisé.

T. H.

EN RAISON DES MENACES TERRORISTES À L'ENCONTRE DES INTÉRÊTS FRANÇAIS

Le consulat général de France à Oran renforce sa sécurité

La sécurité a été fortement renforcée, depuis jeudi dernier, autour du consulat général de France à Oran.

Le dispositif policier a ainsi été largement augmenté : un nombre important de policiers en faction quadrille le consulat ainsi que toutes les rues avoisinantes, sur un rayon de 50 mètres.

A cela, par mesure de sécurité supplémentaire, des parapets en béton ont été placés tout le long de la rue qui abrite le consulat de France.

Les artères menant à cet édifice consulaire n'ont pas été fermées pour autant à la circulation, ni automobile ni piétonne. Ce renforcement du dispositif sécuritaire fait suites aux menaces des terroristes islamistes, qui ont promis de mettre à mal les intérêts français n'importe où dans le monde.

Les récents événements à Aïn Aménas ont poussé la diplomatie française à renforcer au maximum sa sécurité. Se situant en plein centre-ville, à l'angle de la rue de la Vieille Mosquée et du boulevard de la Soummam, le consulat général de France à Oran a rouvert ses portes en 2008.

Amel Bentolba

Les forces de sécurité algériennes avaient-elles d'autres alternatives que de donner l'assaut au niveau de In Aménas ? A l'unanimité, les spécialistes en matière de sécurité répondent par la négative.

Nawal Imès - Alger (Le Soir) - Depuis jeudi, Alger subit un tir groupé de critiques émanant de plusieurs capitales. On lui reproche d'avoir donné l'assaut et d'avoir mis en péril la vie des otages.

Plusieurs questions se posent : existait-il d'autres alternatives ? Était-il possible de limiter les dégâts collatéraux ?

Les forces de sécurité ont-elles bien fait d'attaquer sans tarder ? A toutes ces questions, les spécialistes répondent que l'assaut n'aurait pas pu être évité. Chafik Mesbah, politologue et ancien officier des services de renseignement, est formel

: les forces de sécurité ont agi de manière «professionnelle» en «limitant les dégâts». Il rappelle qu'aucun des pays occidentaux n'avait réussi à réaliser un dénouement heureux d'une prise d'otages aussi spectaculaire. S'il reconnaît que «l'opération n'est pas un succès total», il affirme néanmoins que les dégâts ont été limités rappelant que l'Algérie s'est toujours refusée à négocier avec les terroristes et qu'il fallait qu'elle agisse de manière autonome. Chafik Mesbah relève d'ailleurs qu'entre le premier jour de l'attaque et hier, les positions des pays occidentaux avaient évolué. Beaucoup de

pays ont, dit-il, infléchi leurs positions. De son côté, Yasmina Khadra, ancien officier de l'armée cité par l'Agence France presse, a estimé que «les Algériens sont mieux placés que quiconque pour savoir qu'on ne négocie pas avec les terroristes. Cela fait vingt ans qu'on est en guerre», ajoutant que les preneurs d'otages d'In Aménas étaient en mission suicide «pour faire un maximum de victimes et peut-être faire sauter le site gazier, ce qui explique la réaction immédiate des forces algériennes qui se sont dit on n'a pas le choix, on va attaquer et on va essayer d'en sauver».

Une analyse que partage Eric Denécé, spécialiste du renseignement au Centre français de recherche sur le renseignement également cité par l'agence française qui considère que «s'il y a un

procès qui ne pourra être fait aux Algériens, c'est celui de l'incompétence. Leurs forces spéciales sont intervenues au Tchad, au Niger, au Mali, en Mauritanie et en Libye pour neutraliser des bandes armées du Groupe salafiste pour la prédication et le combat. Ils disposent dans le Sud-algérien de 3 000 hommes sur le pied de guerre».

L'ancien patron du Groupe d'intervention de la Gendarmerie nationale corrobore ces analyses rappelant que l'Algérie «suit depuis longtemps une stratégie qui consiste à ne laisser aucune chance au terrorisme, stratégie qui a finalement marché même si elle surprend en Occident». Un Occident qui, après de vives critiques jeudi, a fini par tempérer ses propos.

N. I.

NETTE ÉVOLUTION DE LEURS POSITIONS

Les capitales occidentales tempèrent leurs propos

Après de vives réactions jeudi, les capitales occidentales ont quelque peu révisé leurs positions à l'exception de Tokyo. Londres et Washington ont condamné l'attaque terroriste tout en regrettant le «peu d'informations» fournies par Alger. La France s'abstient de tout reproche.

Nawal Imès - Alger (Le Soir) - Nette évolution dans les positions des pays ayant des ressortissants parmi les otages à In Aménas. Londres et Washington, qui avaient été les premiers à critiquer Alger, l'accusant de ne les avoir pas tenus informés avant de donner l'assaut, ont fini par condamner l'attaque.

Seules constantes : la colère japonaise et la compréhension des Français. La Grande-Bretagne qui avait été la première à émettre des critiques a, finalement, par la voix de son chef de la diplomatie, fermement condamné l'attaque terroriste.

William Hague a depuis Londres fait savoir que son pays condamnait «fermement l'acte délibéré de terrorisme perpétré contre les travailleurs en Algérie dont la responsabilité incombe entièrement aux terroristes». La veille, c'est un tout autre discours qui était tenu. Le Premier ministre britannique David Cameron disait regretter de n'avoir pas été prévenu de l'opération militaire contre le site gazier faisant part de sa volonté de voir «un règlement de la situation aussi pacifique que possible». Il avait également fait état de l'«offre» britannique en matière d'as-

sistance. Une offre déclinée par Alger. Et c'est justement depuis Londres que le secrétaire d'Etat américain à la Défense a adressé une mise en garde aux groupes terroristes. Leon Panetta, en tournée européenne, a affirmé que «quelles que soient les motivations des preneurs d'otages, il n'y a aucune justification au fait de kidnapper et de tuer des innocents. Les terroristes doivent savoir qu'ils ne trouveront aucun sanctuaire, aucun refuge. Ni en Algérie, ni en Afrique du Nord, nulle part». Un soutien tout juste voilé à l'opération antiterroriste menée par l'armée algérienne.

La veille, Washington qui était restée prudente faisait part de son inquiétude face au peu d'informations fournies par Alger sans vraiment formuler de critiques si ce n'est que l'administration américaine dit

avoir souhaité être informée avant l'assaut. «Nous sommes évidemment inquiets au sujet des informations sur des pertes en vies humaines lors de cette opération. Nous essayons d'obtenir des éclaircissements de la part du gouvernement algérien», expliquait jeudi le porte-parole de la Maison Blanche, Jay Carney. A Paris, le ton était tout autre et il a été donné par François Hollande qui, dès la première prise de parole au sujet de l'attaque terroriste, affirmait faire «toute confiance aux autorités algériennes». Une position confirmée par le ministre de l'Intérieur qui déclarait hier que «quand on est confronté au terrorisme, quand on le combat ensemble, j'invite à la prudence sur les critiques, parce que ce sont des Algériens qui sont concernés, avec évidemment les Occidentaux, mais ce

sont d'abord les Algériens, qui ont connu des dizaines de milliers de morts pendant les années noires».

Seul pays à ne pas décoller, le Japon. L'ambassadeur d'Algérie à Tokyo a été convoqué hier au ministère japonais des Affaires étrangères à propos de l'issue de l'assaut où au moins un ressortissant japonais a perdu la vie. Après l'assaut lancé jeudi par l'armée algérienne, le Premier ministre japonais Shinzo Abe a appelé depuis Bangkok son homologue algérien Abdelmalek Sellal pour protester et lui demander l'arrêt immédiat de cette action.

Hier, la diplomatie algérienne semblait reprendre l'initiative. Le ministre des Affaires étrangères s'est, en effet, entretenu avec les représentants diplomatiques des pays concernés.

N. I.